

**Stéphane PEU**  
**Député de la Seine-Saint-Denis**  
**Pierrefitte-sur-Seine – Saint-Denis - Villetaneuse**

*Mercredi 7 mars 2018*

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### ***Agression Groupe scolaire Descartes à Saint-Denis : Adapter les forces de sécurité aux réalités du terrain***

**L'intrusion et les agressions, menées lundi 5 mars au centre de loisirs Descartes à Saint-Denis** par des individus cagoulés, ne sont pas seulement d'une extrême gravité. Elles franchissent un cran dans les faits de violence enregistrés au sein de lieux fréquentés par des enfants, dans ces espaces qui tout comme l'école se doivent d'être sanctuarisés mais ne le sont plus.

L'agression d'une directrice et de trois animateurs du centre de loisirs à coups de crosse d'arme à feu et de pieds intervient dans un contexte d'augmentation des actes délictueux et violents à l'intérieur ou aux abords des enceintes scolaires.

**Ainsi, depuis la rentrée de septembre, j'ai déjà alerté à plusieurs reprises le préfet de la Seine-Saint-Denis, le Préfet de Police, et le Rectorat pour des faits graves** comme l'agression du directeur de l'école Jean Jaurès de Pierrefitte ou les coups de feu tirés aux abords immédiats de l'école maternelle Delaunay-Belleville de Saint-Denis qui ont nécessité le confinement d'enfants âgés de 3 à 5 ans.

Je ne cite là que deux épisodes d'une violence extrême qui n'épuisent pas, loin s'en faut, la longue liste qui empoisonne la vie de nos quartiers populaires.

**Quand des enfants, des personnels et des parents sont ainsi exposés il est urgent d'agir, de mettre en place des mesures appropriées et pérennes pour stopper cet engrenage porteur de drames plus graves encore.**

Dans cet esprit, **je viens de solliciter un rendez-vous en urgence avec Monsieur le préfet** pour relayer auprès des pouvoirs de l'Etat les exigences des familles et des personnels qui refusent de voir ainsi exposés leurs enfants et qui ne veulent plus aller au travail la boule au ventre.

Comme je viens de le répéter au ministre de l'Intérieur Gérard Colomb en compagnie de ma collègue Marie-George Buffet et des maires de Saint-Denis et de Stains, il est temps que l'Etat ouvre les yeux, adapte ses forces de sécurité aux réalités du terrain !

***Il n'est pas possible de répéter à satiété que la loi de la République doit s'appliquer partout sans transformer ces paroles en actes, avec détermination, pour barrer la route à la loi du caïdat.***

#### **Contacts :**

Stéphane Peu – 06 10 82 41 06 – [stephane.peu@assemblee-nationale.fr](mailto:stephane.peu@assemblee-nationale.fr)

Dominique Sanchez – 06 72 69 74 38 – [dodosz@orange.fr](mailto:dodosz@orange.fr)

Edwige Le Net – 06 60 16 59 19 – [edwigelenet@gmail.com](mailto:edwigelenet@gmail.com)